

20250118 Rue89 Lyon

<https://www.rue89lyon.fr/2025/01/18/face-a-urgence-mineurs-etrangers-isoles-a-lyon-gauche-et-collectifs-sunissent/>

Mineurs isolés : quand partis de gauche et collectifs se réconcilient

Dans un contexte politique local et national marqué à droite, la situation des mineurs étrangers isolés de Lyon rassemble (finalement) la gauche. Pour la première fois, jeudi 16 janvier, collectifs et groupes politiques des majorités municipales et métropolitaines se sont réunis. Le signe d'une nouvelle dynamique dans leur dialogue, souvent complexe.

Méline Pulliat



Des jeunes mineurs isolés étrangers du square du Béguin (Lyon7e) se sont rendus à la réunion publique organisée jeudi 16 janvier. Photo : MP/Rue89Lyon

« On m'avait dit que Lyon était une ville hospitalière, mais où est passée l'hospitalité ? », demande, micro à la main, un jeune mineur non accompagné (MNA), présent à la réunion publique initiée par le Collectif Croix-Rousse Migrants, jeudi 16 janvier, à Villeurbanne.

L'événement était assez rare pour le souligner. Pour la première fois, collectifs et groupes politiques des majorités municipales et métropolitaines locales, Europe Écologie les Verts, Génération.s, La France Insoumise, Ensemble !, le Parti communiste et le Parti Socialiste, se sont réunis pour échanger sur la situation catastrophique des mineurs étrangers isolés à Lyon.

L'initiative visait à dénoncer la violation des droits fondamentaux des mineur·es non accompagné·es et demander l'instauration dans la loi de la présomption de minorité jusqu'à la décision définitive du juge des enfants. Une mesure déjà préconisée par la Défenseure des droits en février 2023 et par le Comité des Droits de l'Enfant de l'ONU.

Pour défendre cette exigence, une sorte d'union s'est esquissée entre les différents partis de gauche et les collectifs de soutiens aux mineurs isolés. Leurs relations étaient jusque-là plutôt complexes : entre rapport de force pour obtenir des avancées de la part des collectivités et valeurs communes. Signe de leur récente entente : une tribune cosignée par les groupes politiques et le collectif a été rendue publique en fin de réunion. Nous la publions ce samedi 18 janvier en exclusivité.

La Tribune

« Pour le respect des droits fondamentaux des mineurs isolés »



La réunion initiée par le Collectif Croix-Rousse soutiens migrants a réuni les groupes politiques de gauche à Lyon. Photo : MP/Rue89Lyon

Une « avancée intéressante » pour les mineurs étrangers isolés de Lyon

Le texte appelle les collectivités locales à recourir « à l'aide internationale pour faire face à l'urgence humanitaire à laquelle ces jeunes sont confrontées ». Une « avancée intéressante » qui fut difficile à obtenir de la part de tous les partis, souligne Sébastien Gervais auprès de Rue89Lyon.

À Lyon, 70% des jeunes se voient refuser la minorité par Forum Réfugiés, l'[association mandatée par la Métropole de Lyon pour réaliser l'évaluation de leur âge](#). Ils se retrouvent donc à la rue le temps de leur recours auprès du juge des enfants, dans un contexte d'hébergement d'urgence saturé. Malgré l'ouverture de 380 places par l'État en 2024, et un dispositif d'environ 8000 places dans le Rhône – 27 000 avec le logement adapté, si l'on se réfère aux derniers chiffres donnés par la préfète lors de ses vœux le 17 janvier 2025 – plus de 14 000 personnes sont toujours en attente d'un toit dans la métropole de Lyon.

Plus de 3 500 jeunes, d'après les recensements des collectifs, sont en attente d'être reconnus mineurs par un juge en France, dont près de 400 sur le territoire lyonnais. À Lyon, après recours, 80 % d'entre eux finissent par être reconnus mineurs par la justice.

À lire sur Rue89Lyon

[De « la maternité à la rue », la terrible réalité des bébés sans toit à Lyon](#)



Le Collectif Croix-Rousse soutiens migrants alerte sur la situation d'urgence des mineurs isolés étrangers de Lyon. Photo : MP/Rue89Lyon

Une nouvelle dynamique entre élus et collectifs ?

Cette situation catastrophique a souvent rendu conflictuels les échanges entre collectifs de soutiens et collectivités locales. Une table ronde sur le sans-abrisme, organisée le 4 octobre 2024, quelques jours après [l'expulsion de l'Espace communal de la Guillotière](#), en présence de Renaud Payre (gauche unie – Voix commune) et d'autres élus de gauche, avait tourné à l'opposition frontale avec des militants du droit au logement. Une ambiance beaucoup plus calme a caractérisé la réunion de ce jeudi.

Interrogé à la fin de cette dernière, Sébastien Gervais, salue la « dynamique collective » impulsée par les échanges. Pour lui, cela doit pousser les partis « à s'emparer un peu plus de ces sujets en espérant qu'ils puissent faire bouger leurs élus », nous explique-t-il.

Il vise en particulier les Verts, représentés pendant la réunion par Lucie Vacher (EELV), vice-présidente à l'Enfance de la Métropole de Lyon. Le militant veut les inciter à « mettre en concordance leurs discours politiques et leurs pratiques sur le terrain ».

Régulièrement, la Métropole de Lyon est critiquée à sa gauche sur sa politique, [de plus en plus contrainte en matière d'hébergement d'urgence](#). « Depuis 2022, la Métropole n'ouvre plus une seule place et procède à des expulsions de campement », regrette Sébastien Gervais. Il se souvient de [l'expulsion, le 26 mars 2023, d'un campement de jeunes mineurs étrangers installé juste devant le siège de la Métropole de Lyon](#).

À lire sur Rue89Lyon

[Dépassée, la Métropole de Lyon peine à mettre à l'abri les mineurs étrangers](#)

[À Villeurbanne, un gymnase occupé par des jeunes migrants évacué par les CRS](#)

Un climat politique national « inquiétant »

Or, comme nous le confie Sylvie Tomic (Génération.s), adjointe à la mairie de Lyon chargée de l'accueil et de l'hospitalité, il était temps de faire front face à « l'impasse de la situation actuelle », mais aussi face à des discours « haineux » qui se répandent, au niveau national, comme local.

Elle évoque les menaces de morts visant le maire de Lyon, Grégory Doucet (EELV) et les propos racistes, inscrits trois jours avant la réunion sur le futur centre d'hébergement devant mettre à l'abri 160 jeunes migrants vivant actuellement sous des tentes au square Béguin (Lyon 7e). « Doucet, au moindre problème, ta vie, tu risqueras », et « chez toi, Doucet, les clandos ».

La Ville avait fait le choix d'outrepasser ses compétences pour héberger ces jeunes, et remédier au renvoi de responsabilités entre Métropole et préfecture. Ces menaces montrent aussi un climat politique national « inquiétant » autour de la question de l'immigration, comme l'ont souligné tous les groupes politiques présents à la réunion.

Laurence Boffet (Ensemble!), vice-présidente de la Métropole chargée de la participation citoyenne, a fustigé la succession de « lois répressives en matière d'immigration ». La loi Immigration et Asile, promulguée le 26 janvier 2024, avait largement été critiquée pour le [« recul inédit des droits fondamentaux »](#) pour les personnes migrantes, notamment les MNA.

L'élue s'est aussi attaquée à la rhétorique d'extrême-droite du ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau (LR), habitués des propos xénophobes et racistes. Pour son discours d'investiture

en septembre 2024, avant sa reconduite place Beauvau en janvier 2025, il n'avait pas hésité à parler de « français de papier » pour désigner les Français issus de l'immigration.

Lucie Vacher a surenchéri en exprimant la nécessité de mener une « bataille culturelle pour que l'immigration ne soit pas seulement perçue sous l'angle du 'maintien de l'ordre public' mais aussi et surtout comme bénéfique pour les pays d'accueil ».

Une ambiance politique qui rend encore plus délicat le rapport de force que tentent d'instaurer les collectivités locales avec l'État, compétent en matière d'hébergement d'urgence.

Métropole et Ville ont [attaqué l'État en justice](#) pour carence en la matière.

Rassembler les gauches face à une droite locale ultra-dure envers les mineurs étrangers isolés

À l'instar de Lucie Vacher, les représentant·es des partis de gauche ont vivement dénoncé les positions de deux maires LR de la métropole s'opposant à l'implantation de centres d'accueil pour mineurs isolés sur leur territoire. La vice-présidente s'est émue de « propos nauséabonds faisant l'amalgame entre migration et délinquance », un terrain rhétorique normalement utilisé par l'extrême droite.

À Décines, la maire Laurence Fautra (LR), s'oppose depuis novembre 2024 à la construction d'un centre pouvant accueillir une cinquantaine de mineur·es, arguant de la « menace pour la sécurité » qu'il constituerait. Dans un communiqué, elle avait évoqué « les dangers que représente un apport supplémentaire de population jeune et en errance sur un secteur qui connaît déjà de nombreux trafics de stupéfiants et d'actes de délinquance ». Début décembre 2024, l'édile a même [lancé une pétition](#) auprès des Décinois pour demander à la Métropole de Lyon de « retirer ce projet ».

Mêmes tensions du côté d'Écully, où le maire Sébastien Michel (LR), refuse toujours de signer l'arrêté d'occupation qui devait permettre d'ouvrir un centre devant accueillir 70 mineurs. Laurent Wauquiez (LR) s'en était aussi mêlé en novembre 2024, en sa qualité de conseiller régional. Il avait déclaré, dans une [interview au Progrès](#), avoir saisi le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, sur le sujet.

À Lyon, l'urgence toujours, pour les mineurs isolés étrangers

Sur le parvis du CCVA, aux alentours de 23 heures, militant·es et politiques discutent à l'issue de la réunion. Les premiers restent mitigés sur les interventions des seconds. Ils savent qu'il faudra plus qu'une rencontre pour « faire bouger la Métropole », qui a, selon eux, la capacité d'agir davantage pour les mineurs isolés.

En attendant, les militant·es savourent tout de même une victoire au goût amer. Environ 160 des près de 200 jeunes migrant·es du square du Béguin doivent être relogés, d'ici lundi 20 janvier. Le 18 décembre dernier, la Ville de Lyon a annoncé un accord avec le bailleur Axentia pour les accueillir dans un bâtiment privé vacant.

La situation n'en reste pas moins urgente. Alors que les températures sont glaciales, les 40 jeunes restants vont se retrouver sans solution et expulsés du square.